



Le lycée autogéré de Paris attaqué par des militants d'extrême droite

Paris, 26 mars 2018 (AFP) -

Le lycée autogéré de Paris a été attaqué par des militants d'extrême droite il y a dix jours et a décidé de porter plainte, a indiqué lundi à l'AFP un professeur de l'établissement, confirmant une information publiée ce week-end par le magazine Les Inrocks.

Dans un communiqué tweeté par le lycée, on apprend que le 16 mars, "une dizaine d'individus se réclamant du GUD (groupe union défense)", dont "certains étaient armés de barres de fer" sont "entrés dans le jardin de l'établissement". Ils ont alors, selon le lycée, "effectué des saluts nazis, proféré des insultes (homophobes et autres)", "jeté des projectiles" et "agressé deux élèves", qui ont été légèrement blessés. Le lycée a décidé de porter plainte.

"Cette attaque s'inscrit dans un long historique d'agressions fascistes à notre rencontre", poursuit le lycée, soulignant que des élèves et professeurs ont déjà été violemment passés à tabac à plusieurs reprises ces dernières années.

La dernière attaque remontait au 8 décembre dernier, selon l'établissement.

Le lycée autogéré est un lycée expérimental créé en 1982, situé dans le XVème arrondissement de Paris, où professeurs et élèves prennent eux-mêmes toutes les décisions qui concernent l'établissement.

"Depuis que j'enseigne au lycée, c'est au moins la quinzième descente de ce groupe", a expliqué à l'AFP Wolfgang Molitor, professeur d'anglais au lycée depuis plus de 20 ans. Selon lui, ces jeunes d'extrême droite s'en prendraient au lycée car plusieurs de ses élèves y sont organisés en groupes anti-fascistes.

La FIDL, un des syndicats lycéens, s'est alarmé lundi des "risques de prolifération des attaques des milices d'extrême droite".

Le syndicat faisait aussi allusion à l'attaque de la faculté de droit de Montpellier: vendredi, des individus cagoulés proférant des insultes racistes s'en sont pris aux étudiants qui occupaient un amphithéâtre dans le but de lutter contre la sélection à l'entrée des universités et contre la réforme du bac.

ito/fmp/gde/cbn

Afp le 26 mars 18 à 16 16.